

LYON

FICHE D'EVALUATION

Toutes les valeurs sont en euros par habitant

Paramètres	2007	2013	croissance	moyenne strate 2013	commune / strate	Commentaires
Dépenses de fonctionnement.	1 060 €	1 095 €	3%	1 330 €	-18%	Progression inférieure à l'inflation, inférieure aux villes de même importance
Dépenses courantes de fonct.	1 013 €	1 054 €	4%	1 294 €	-19%	
Dépenses de personnel	647 €	618 €	-5%	679 €	-9%	Encore trop fortes bien que de sérieux efforts aient été faits depuis 2008 pour les réduire
Dép. personnel / dép. courantes	64%	59%		52%		
Effectif/1000 hab.	17,9	15,7	-12%			effectifs encore très élevés
Produits de fonctionnement	1 165 €	1 244 €	7%	1 434 €	-13%	progressent plus vite que les dépenses grâce à l'augmentation de la fiscalité
Impôts locaux perçus		622 €		586 €	6%	Plus élevés que ceux des communes de même taille. Ils représentent une source de financement très supérieure à celle des communes de même taille
Impôts locaux/ Prod. fonct.		50%		41%		
Dotation Générale de fonctionnement (DGF)		207 €		274 €	-25%	faible, mais normal, compte tenu de la richesse de Lyon
DGF / Prod. de fonct.		17%		19%		
Excédent brut de fonctionnement (EBF)	151 €	191 €	27%	211 €	-9%	en hausse, mais reste inférieur à la strate
Capacité d'autofinancement (CAF) brute	200 €	189 €		167 €	13%	bonne, grâce aux frais financiers peu élevés
Moyenne dépenses d'équipement 2007 à 2013		233 €		331 €		inférieures à la moyenne de la strate
Dépenses d'équipement		306 €		393 €	-22%	inférieures à la moyenne de la strate
Dép. d'équipt / dép. equipt + fonct.		22%		23%		
Dép. equipt / EBF		160%		186%		
Dette	930 €	782 €	-16%	1 131 €	-31%	en forte diminution et inférieure à la moyenne
Dette / CAF brute en années	6,2	4,1		5,4		en très nette amélioration
Croissance TH + TF 2007 à 2013	404 €	493 €	22%			augmentation beaucoup trop importante de la fiscalité

la croissance est à comparer avec celle de l'indice INSEE, qui a augmenté de 8,4% de décembre 2007 à décembre 2013

L'amélioration de la situation (dette, capacité d'autofinancement,...) a été obtenue en premier lieu par une augmentation de la fiscalité au détriment des ménages et, dans une moindre mesure, par une légère diminution d'effectifs encore pléthoriques.